

Bruxelles, le 31.10.2016  
C(2016) 7052 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 31.10.2016**

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée-Bissau à financer  
sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.10.2016

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée-Bissau à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la Guinée-Bissau pour la période 2014-2020<sup>3</sup>, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes:  
Secteur 1: Consolidation de la gouvernance démocratique  
Secteur 2: Développement rural durable  
Secteur 3: Santé
- (2) Dans les mesures d'accompagnement stipulées au point 5 sont prévus: un appui à la société civile ainsi qu'un appui à la coopération Guinée-Bissau/UE. Cette mesure s'inscrit dans ce dernier point.
- (3) La mesure financé au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')<sup>4</sup> s'articule autour de deux volets, visant d'une part (i) le soutien à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie de développement du pays et des politiques corrélées; d'autre part, (ii) le renforcement des capacités fonctionnelles et institutionnelles de l'ordonnateur national (ON) du FED et des institutions nationales engagées dans la coopération avec l'UE, ce qui contribuera à l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) par l'impact renforcé de la coopération avec l'Union européenne.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la Guinée-Bissau: C(2016)4038 final du 04/07/2016.

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (4) L'action intitulée "Facilité de coopération technique (TCF V) et programme d'appui à l'ordonnateur national du FED" financée au titre du 11<sup>e</sup> FED<sup>5</sup> vise à appuyer la réalisation de la stratégie du développement de la Guinée-Bissau et la promotion d'une approche informée et consciente des décideurs politiques aux questions du développement et d'autres enjeux sociétaux.
- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>6</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323. Le programme de travail est énoncé dans l'annexe 1 section 5.4.1 et 5.4.2.
- (7) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. L'octroi d'une subvention directe à la cellule d'appui à l'ON (CAON) est conforme aux points c) et f) de l'article 190 du règlement susmentionné qui stipule que des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions au bénéfice d'organismes jouissant d'un monopole de droit ou de fait ou possédant un degré élevé de spécialisation, ou en raison de leur pouvoir administratif. L'octroi des subventions directes dans le cadre de la composante 1 "Facilité technique de coopération" est conforme au point b) de l'article 190 du règlement susmentionné qui stipule que des subventions peuvent être octroyées dans d'autres cas d'urgence exceptionnels et dûment justifiés. L'octroi direct des subventions dans cette composante seront attribuées avec procédures flexibles pour autant que celle-ci soient d'application au moment de l'attribution.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne,

---

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

<sup>6</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

DÉCIDE:

*Article premier*

**Adoption de la mesure**

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée-Bissau à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe: Facilité de coopération technique (TCF V) et programme d'appui à l'ordonnateur national du FED

*Article 2*

**Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 6 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*

**Modalités de mise en œuvre**

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n°1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

*Article 4*

**Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, et ne portant pas cette contribution à plus de 10 000 000 EUR ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les extensions de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2016

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*